

# La gauche en ruines

*Christophe Mincke*

Pour qui examine la situation actuelle, la gauche de l'échiquier politique semble soit un désert, soit un champ de ruines. Tandis que, chez nous, malgré sa cure d'opposition fédérale, le parti socialiste continue de baisser dans les sondages, en France, le PS au pouvoir ne convainc plus personne, s'embourbe dans des politiques de droite et mène une répression des mouvements sociaux que n'aurait sans doute pas osée le ministre de l'Intérieur Sarkozy. Pendant ce temps, en Grèce, Alexis Tsipras semble bien loin de l'espoir du retour de la gauche qu'il incarna lors de son élection, Podemos peine à accéder au pouvoir et la gauche anglaise semble esquisser un retour critique sur le blairisme. Quant au niveau européen, on peine à y distinguer les socialistes des mandataires de la droite libérale (ALDE).

Bien entendu, subsistent des mouvements continuant de se revendiquer d'une gauche forte, généralement amalgamés sous l'appellation de gauche radicale. Les derniers sondages font état d'une progression spectaculaire du PTB en Wallonie ou d'un coude à coude entre Jean-Luc Mélenchon et François Hollande, du moins dans les intentions de vote. Il n'en demeure pas moins que celle qui fit les belles heures des progrès sociaux et des luttes en faveur de la solidarité et de la justice économique, la gauche social-démoc-

crate classique, apparaît, électoralement et idéologiquement, dans un état lamentable. Immigration, sécurité, droits sociaux, politiques économiques, les renoncements sont tels que ses pères idéologiques ne reconnaîtraient plus en elle leur enfant réformiste ?

Nous avons voulu, dans ce dossier, poser quelques jalons d'un questionnement que nous développons depuis longtemps (voir ci-dessous) et qui est appelé à se poursuivre dans les mois et les années à venir.

Une des critiques que l'on entend de manière récurrente est celle d'une trahison de ses promesses par la gauche. Continuant de jouer discursivement sur les thématiques de la justice sociale et de la rupture avec le capitalisme financier, ce n'est qu'une fois au pouvoir qu'elle tomberait le masque pour mettre en œuvre des politiques loin de ses ancrages idéologiques. Pourtant, comme nous le montre Paul Aimant, la réalité est bien différente. Depuis longtemps la gauche ne fait plus mystère de ses intentions. À la lecture de ses programmes, il apparaît en effet clairement qu'elle a intégré des pans entiers de l'idéologie libérale et qu'elle en fait ouvertement état. Dans ces conditions, les projets considérés comme constitutifs de trahisons, s'ils en sont peut-être au regard de

l'histoire des idées, ne sont rien de tel au regard des positions défendues de manière récurrente, notamment au cours des campagnes électorales.

La question se pose dès lors de savoir comment se peut-il qu'une partie de l'électorat continue de voter pour cette gauche-là en pensant qu'elle va changer les coordonnées du débat ? Par quel étrange effet d'optique certains continuent-ils de retenir deux ou trois déclarations matamoiresques plutôt que les mille signes indiquant que la messe est dite depuis longtemps ?

Un excellent exemple de ce ralliement aux idéologies de droite peut être trouvé dans les choix politiques de la gauche européenne. Alors qu'elle n'a pas su ou pu tirer profit d'une période d'hégémonie au milieu des années 1990, son action au sein des instances de l'Union dénote d'un alignement très large sur l'ALDE et sur le PPE, plutôt que sur les autres groupes étiquetés « de gauche » que sont les Verts et la gauche radicale (GUE). C'est ce que montre Olivier Derruine qui s'interroge sur la possibilité de renouveler le projet de gauche à l'heure d'une « grande coalition » qui n'a rien d'une compromission secrète, mais tout d'une affiliation idéologique commune. Si tel est le cas, l'espoir ne viendra pas des structures partocratiques de gauche, mais bien de la société civile, la difficulté étant dès lors de mettre celle-ci en prise avec l'Union.

S'il est un dossier particulier dans lequel se donnent à voir les compromissions de la gauche de gouvernement, c'est celui de l'asile et de l'immigration. La récurrence de la question, et le boulevard qu'elle offre depuis des années à la droite, en font un terrain d'observation privilégié.

Dans sa contribution, François Gemenne pointe la manière dont la gauche a renoncé à tous ses principes lorsqu'il fut question de la gestion de la « crise des réfugiés ». L'afflux de réfugiés fut exceptionnel, non par son ampleur, mais par la débâcle idéologique et politique qu'elle provoqua à gauche. Décrivant une gauche souverainiste incapable de penser la collectivité politique hors des schèmes de l'extrême droite, François Gemenne dénonce un renversement des valeurs d'une gauche qui a abandonné son internationalisme pour laisser à la droite le soin de penser et d'organiser une mondialisation ultralibérale. Car s'il existe une droite nationaliste et souve-

## Dans *La Revue nouvelle*

### Articles récents :

- « Paul Magnette est-il socialiste ? », Laurent de Briey, n° 2/2016, p. 66.
- « France. PS : la révolution néolibérale conservatrice et le "scénario italien" », Philippe Marlière, n° 4/2015, p. 11.
- « Suspicion et criminalisation des chômeurs », Thierry Amougou, n° 1/2015, p. 82.
- « La crise du néolibéralisme et la faillite des gauches », Matthieu de Nanteuil, n° 8/2014, p. 6.
- « À la gauche de la gauche : le PTB », Paul Wynants, n° 4-5/2014, p. 10.

### Dossiers récents dans lesquels la question est abordée :

- « Espagne, l'infinie transition », n° 7/2015.
- « Écolo, une histoire », n° 5/2015.
- « L'Europe à l'épreuve de l'Allemagne », n° 1/2014.

rainiste, il en existe une qui œuvre au décloisonnement, élaborant un projet qui échappe à une gauche en panne de projet alternatif. Qu'est-il donc advenu des héritiers de l'internationalisme ?

Enfin, Albert Bastenier se penche sur les politiques migratoires, question centrale pour une Europe qui devra bien admettre que son peuplement passera par l'arrivée de nouvelles populations. Pourtant, elles continuent d'être pensées par la gauche au travers de la posture de la *realpolitik*. Dans le petit monde de la politique professionnelle, même à gauche, plus personne ne pense la problématique au regard des principes, des devoirs moraux ou des nécessités d'un projet qui dépasserait l'immédiateté de la « crise ». Parlant de congélation intellectuelle et morale, Albert Bastenier aborde l'essentielle question de la force de proposition de la gauche. Plutôt que de courir après un électorat qui se droitise, que n'entame-t-elle pas le travail de réflexion et d'explication qui permettra de sortir de l'impasse des replis et, inévitablement, de la haine ? Cet abandon par la gauche de sa mission d'exploration de meilleurs mondes possibles est sans doute l'un des plus coupables.

Au terme de la lecture de ce dossier, se profilent à la fois la nécessité d'une réinvention idéologique et pratique de la gauche et celle de la constitution d'un mouvement enraciné dans la société civile plutôt que dans des structures participatives usées et désabusées.